

# Les six défis de la social-démocratie européenne

Le Monde  
par Robin Cook

p. 15

23.2.2001

**L**ES sociaux-démocrates d'Europe doivent aujourd'hui relever le défi d'une nouvelle ère à l'échelle mondiale. Et ils se trouvent dans une position plus forte que jamais. Parmi les quinze Etats membres de l'Union européenne, onze possèdent des gouvernements socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes. Et parmi les quinze chefs d'Etat, dix appartiennent au centre-gauche. Pendant les années 1980 et au début des années 1990, la droite détenait le pouvoir en Europe. Pour les dix premières années du nouveau siècle, il faudra que la social-démocratie devienne la force naturelle dirigeant l'Europe.

L'une des caractéristiques de la mondialisation est l'absence de stabilité, un état de transition permanente. Pour triompher, la social-démocratie doit pratiquer un réformisme permanent. Nous devons nous montrer capables de produire de nouvelles idées et de proposer les solutions qui s'imposent dans un monde en perpétuel changement. La social-démocratie se trouve dans une position de force parce que notre éthique a pour fondement des valeurs et non pas une doctrine rigide. La liberté, la justice et la solidarité sont pour nous des lignes conductrices constantes ; mais les politiques qui nous permettront de remplir nos objectifs de plein-emploi, d'un service public de qualité et d'une société juste restent, elles, toujours ouvertes aux modifications.

Aujourd'hui, la social-démocratie se trouve en face de six nouveaux défis. Tout d'abord, les sociaux-démocrates devront traduire leurs valeurs internationalistes en solides partenariats internationaux. La croissance économique est déterminée par le commerce mondial, qui se développe trois fois plus vite que les capacités productives. Les communications dans le monde entier ont aujourd'hui acquis des propriétés extraordinaires d'instantanéité et de faible coût, grâce aux nouvelles technologies. La distance n'est plus une barrière entre Etats ni

entre continents. Aucune économie nationale ne peut plus se considérer comme une île.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la scène politique sera divisée entre les forces politiques dont le regard est tourné vers l'extérieur, et celles dont le regard est tourné vers l'intérieur et qui se sentent menacées par les contacts avec l'étranger. Ceux qui adopteront une position protectionniste seront condamnés à rester dans l'opposition. On comprend donc pourquoi l'ère de la mondialisation a conduit la droite dans l'opposition dans la plupart des pays d'Europe. Les forces de droite comprennent avec peine le nouveau monde, car dans ce monde l'important est de travailler ensemble, et tout nationalisme borné est sanctionné. En revanche, les sociaux-démocrates entretiennent une longue tradition d'internationalisme : ils possèdent toutes les caractéristiques nécessaires pour répondre de manière confiante et inventive aux défis de l'ère de la mondialisation.

Le deuxième défi sera de prouver que nous sommes capables d'utiliser le potentiel fourni par une économie fondée sur le développement des connaissances. Notre succès ne pourra durer que si nous pouvons proposer des emplois à nos citoyens et une stabilité à leurs familles. Autrefois, la social-démocratie s'est trop souvent vendue comme force de redistribution des revenus, oubliant de créer ces mêmes revenus. Pourtant, les avantages que nous souhaitons offrir à nos peuples seront d'autant plus importants que l'économie sera dynamique, une croissance soutenue générant une augmentation des recettes d'impôts.

Pour l'ancienne génération, la doctrine économique de droite la plus en vogue était un néolibéralisme brutal qui n'imaginait qu'une réponse à la concurrence mondiale : se battre à un niveau international en faisant des concessions au niveau national. Cette politique consistait à diminuer les salaires, à retirer peu à peu leurs droits aux travailleurs et à réduire les fonds alloués aux services publics. Si ces idées sont profondément dépourvues d'attrait, elles sont égale-

ment profondément mauvaises. La richesse des nations ne dépend plus, aujourd'hui, d'un capital technologique, mais de l'essor des connaissances, de l'énergie et des initiatives prises par les individus.

Ce souci de développer au maximum le potentiel humain montre que les sociaux-démocrates sont les plus à même de générer une économie dynamique. Aujourd'hui, les gouvernements sociaux-démocrates prouvent qu'ils sont capables de créer un environnement favorable à une économie florissante, grâce à un mélange de gestion économique saine, d'investissements accrus dans le capital humain, et d'actions favorisant le plein-emploi. Lorsque la droite détenait le pouvoir, aucun engagement n'avait été pris à l'échelle euro-

potentiel offerts par une grande partie de sa population active. Si la force d'une économie repose sur les talents de sa population, alors plus le nombre de personnes exclues économiquement est grand, plus l'économie sera faible. Plus l'on se bat contre l'exclusion sociale, plus l'économie, enrichie par les talents de toute sa population, sera forte.

Le quatrième défi sera de constituer un Etat actif, rendu nécessaire dans un monde en changement. Les rapides bouleversements technologiques se trouvent encore accélérés par la facilité des transferts dans le monde entier. Ils peuvent aussi nettement améliorer la qualité de la vie. Pourtant, cette rapidité, qui caractérise autant les changements actuels que la concurrence mondiale, entrai-

**Le soutien que nous apportons à l'Union européenne ne doit pas nous rendre complaisants. C'est parce que nous savons quel besoin nous avons de l'Union que nous exigeons des réformes qui la rendront plus efficace, plus transparente et plus proche des populations**

peenne en faveur de l'emploi. Le chômage de masse, héritage de la droite, est aujourd'hui combattu avec beaucoup de succès par les sociaux-démocrates dans toute l'Europe.

Le troisième défi sera de démontrer que la justice sociale est aujourd'hui une condition essentielle à tout progrès économique. Bien sûr, ce n'est pas la raison pour laquelle les sociaux-démocrates l'exigent. Nous nous battons pour la justice sociale parce que nous nous soucions des gens qui souffrent de la pauvreté. A l'ère de la mondialisation, aucune économie ne peut rester compétitive si elle fait une croix sur les talents, les énergies et le

ne aussi des problèmes d'insécurité personnelle. La carrière d'un travailleur normal implique aujourd'hui qu'il change d'emploi une demi-douzaine de fois dans sa vie. Les citoyens ont besoin d'une stabilité nouvelle qui ne peut être engendrée que par un Etat actif. Il serait futile de chercher à imposer une stabilité en instaurant des règlements censés bloquer les changements. La seule réponse intelligente est d'équiper les citoyens pour qu'ils puissent s'adapter aux nouvelles circonstances, et de les soutenir dans ce processus d'ajustement aux changements.

Les propositions des sociaux-démocrates incluent naturellement

une politique active sur le marché du travail ; une politique qui bâtira un pont entre les vieilles industries et la nouvelle conjoncture, via des formations permettant aux travailleurs de profiter des nouvelles technologies, au lieu d'en être exclus. Seul un Etat actif peut garantir aux malades et aux personnes âgées des soins adaptés, sous forme d'un service public répondant à leurs besoins, et non pas à leur solvabilité. Ainsi, pour citer Lionel Jospin, il faut dire « "oui" à l'économie de marché et "non" à la société de marché ».

Le cinquième défi sera de garantir une société ouverte, rendue nécessaire par l'ère de la mondialisation. L'immigration légitime est nécessaire. Elle est le résultat inévitable de la réussite économique, qui génère un besoin de main-d'œuvre augmentant plus rapidement que le taux de natalité des pays modernes développés. Les pays les plus prospères seront ceux qui permettront aux immigrés légaux les ayant choisis d'offrir pleinement leurs talents et leurs compétences. Une fois de plus, les valeurs et l'éthique des sociaux-démocrates nous permettront de relever ce défi moderne. Nous croyons à l'universalité des droits : elle ne s'arrête pas à la couleur ou aux opinions de chacun.

Les sociaux-démocrates ont toujours été les premiers, dans toute l'Europe, à voter des lois s'opposant à la discrimination et bannissant toute expression de haine raciale. Ceux qui ne peuvent accepter la diversité ethnique chez eux rencontreront des problèmes encore plus importants pour bâtir avec succès des alliances internationales. Ceux d'entre nous qui souhaitent le pluralisme chez eux sont dans de meilleures conditions pour former des partenariats avec l'étranger. Une société multiethnique est plus en mesure de s'adapter à un monde multipolaire.

Le dernier défi consistera en un débat sur la façon de renforcer et de reformer l'Union européenne. Historiquement, la droite a fortement contribué à la construction de l'Europe. Pourtant, aujourd'hui, dans de nom-

breux Etats membres, elle se présente comme un front d'opposition à l'Europe. L'exemple le plus extrême est bien sûr l'hostilité agressive de Jörg Haider envers les étrangers. Sa xénophobie est en nette contradiction avec la tolérance qui forme l'un des piliers de l'Europe. L'exemple le plus incroyable se trouve dans l'attitude du Parti conservateur britannique, qui parle ouvertement de choisir, selon son bon vouloir, la loi européenne qu'il respectera, oubliant que le marché unique ne peut fonctionner qu'avec des lois communes.

Le problème actuel de la droite est évident. Son nationalisme instinctif l'empêche de s'adapter à une ère d'interdépendance dans laquelle les décisions sont prises à un niveau international. Ce nationalisme ne lui permet pas non plus de formuler des propositions cohérentes pour l'avenir de l'Europe. La social-démocratie est au contraire une idéologie construite sur un principe de base selon lequel nous - citoyens ou Etats - sommes plus forts ensemble qu'isolément. Si nous soutenons la solidarité sociale dans nos pays, nous sommes aussi pour la formation de partenariats politiques avec l'étranger.

Mais le soutien que nous apportons à l'Union européenne ne doit pas nous rendre complaisants. C'est parce que nous savons quel besoin nous avons de l'Union que nous exigeons des réformes qui la rendront plus efficace, plus transparente et plus proche des populations.

La se trouvent les défis de l'ère de la mondialisation. Les sociaux-démocrates peuvent s'y lancer avec confiance : notre esprit d'internationalisme et notre engagement constant pour les réformes n'ont jamais été plus pertinents.

**Robin Cook** est ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne.

(Ce point de vue est publié en collaboration avec Policy Network, [www.policy-network.org](http://www.policy-network.org).)

Traduit de l'anglais par Emmanuelle Rivière.